



Réinventons
QUETIGNY

La Lettre

n° 39

mai 2026

Retour sur les municipales

Les résultats plutôt décevants de la Gauche unie aux dernières municipales nous obligent à nous interroger. La dynamique d'Union de la Gauche menée depuis plus de deux ans ne s'est pas traduite au niveau électoral. Ce repli de la Gauche, plutôt inattendu, résulte de plusieurs facteurs qu'il n'est pas toujours simple d'identifier.

La liste « Quetigny nous ressemble, Quetigny nous rassemble », portée par la Gauche Quetignoise* et menée par Isabelle Pasteur, a remporté les élections municipales du 15 mars : 53,46 %, face à une Droite en progression avec 43,17 %, la liste conduite par Lutte Ouvrière étant créditée de 3,37%.

La comparaison avec l'élection de 2020 en plein confinement dû au COVID reste difficile ; il faut donc comparer également avec 2014.

Un recul de 17 points par rapport au résultat réalisé par la Gauche en 2020 (71 %) et de 8 points par rapport à celui de 2014 (61 %). L'audience de Lutte Ouvrière reste assez marginale, un peu supérieure à 2020 et à son niveau de 2014.

La liste de Droite menée par Sébastien Kencker enregistre une progression de 16 points par rapport à 2020 et de 7 points par rapport à 2014.

Pourquoi un tel recul ?

La perte d'audience et la désunion qui s'est installée durablement au sein de la Gauche au niveau national ont évidemment pesé lourd sur les résultats de notre scrutin local. Après l'échec du mandat de François Hollande et l'élimination de la Gauche dès le premier tour des Présidentielles de 2017 et 2022, le poids électoral de la Gauche est descendu autour de 30 %,

un niveau historiquement bas que l'on constate régulièrement sondage après sondage. Cette évolution globale n'a pas manqué de peser pour partie sur les résultats de l'élection municipale.

La montée de l'Extrême Droite, qui ne présentait pas de liste dans notre ville, a sans doute profité à la Droite de S. Kencker dans un contexte de porosité des idées et des positionnements de cette partie du corps électoral.

Si la majorité sortante peut se prévaloir de belles réalisations comme la Parenthèse, l'immeuble intergénérationnel et l'immeuble HLM de la place centrale, et surtout de la préservation de services publics dans un contexte difficile, elle en a fait un bilan trop élogieux, trop éloigné des difficultés de la vie quotidienne de nombre de nos concitoyen·ne·s, qui continuent de s'aggraver. Ces personnes attendaient sans doute une amélioration de leur situation et ont été déçues par une municipalité qui ne pouvait, hélas ! pas répondre à leurs attentes en lieu et place de l'État.

Plus de quatre mois de débats au sein de la Gauche Quetignoise sur l'élaboration du programme ont permis de multiples propositions sur les thèmes de la solidarité, de la jeunesse, de l'écologie, de la démocratie et de la santé, en particulier celle des jeunes. Si l'expression des propositions a été très ouverte, la finalisation du programme a été peu partagée et son expression publique a sans doute manqué d'ambition dans ses priorités sociales et démocratiques, comme dans ses réponses aux attentes de la jeunesse.

La Gauche Unie, atout ou handicap ?

Si la Gauche Alternative avait présenté une liste, un deuxième tour aurait eu lieu, et la liste autour du Parti socialiste n'était pas assurée d'être en tête. La liste commune aura au moins eu l'avantage d'assurer une victoire dès le premier tour, victoire qui n'était pas certaine au 2ème tour, même dans l'hypothèse d'une union de la Gauche.

Certains ont repris l'idée que la présence de candidats proches de La France Insoumise a été un repoussoir pour bon nombre d'électeurs de Gauche. Rien n'est moins sûr et l'on peut inverser le propos : la présence de LFI sur la liste unitaire a pu inciter une partie des électeurs à voter pour la liste commune. Pour mémoire, rappelons que, lors de la dernière présidentielle de 2022, J.L. Mélenchon arrivait en tête à Quetigny avec 31 % des voix, les candidats du reste de la Gauche n'en recueillant que 11 %, dont un peu plus de 2 % pour le Parti Socialiste. Aux élections européennes de 2024, la liste de LFI devançait également la liste menée par le Parti Socialiste et Place publique.

Si l'union fait la force, elle n'est pas toujours facteur de progrès électoral. Une partie des électeurs peuvent préférer un vote pour leur proximité partisane à une union qui peut être perçue comme trop fade ou trop radicale selon les points de vue, ou tout simplement se réfugier dans l'abstention. Cela a pu jouer en défaveur de la liste unitaire de la Gauche.

L'expérience de la Gauche Quetignoise ne se limite pas à une élection. Le travail commun effectué, les initiatives prises depuis plus de deux ans ont été d'un apport considérable qui

devrait être un atout précieux pour l'avenir. Nous avons réalisé à Quetigny ce que la Gauche devrait engager au niveau national en vue des prochaines échéances électorales majeures : se rencontrer, travailler à l'élaboration d'un projet commun en dehors de toute volonté hégémonique. Les 3/4 des électeurs de Gauche de notre pays le souhaitent et le demandent.

* La Gauche Quetignoise est un collectif d'une centaine de Quetignois·es soutenue par l'ensemble de la Gauche : les Écologistes, la France Insoumise, le collectif « Gauche Alternative », l'APRES (l'Alliance pour une République écologique et sociale), le NPA, le Parti Communiste, le Parti Socialiste.



Réinventons
QUETIGNY

La Lettre

n° 39

mai 2026

De *Réinventons Quetigny* à la *Gauche alternative*

Le collectif *Réinventons Quetigny*, représenté au Conseil Municipal de 2020 à 2026, fait peau neuve. À l'occasion des élections municipales, il s'est élargi à de nouvelles personnes, parmi lesquelles des membres des organisations politiques : NPA, LFI et l'APRES (alliance pour une république écologique et sociale), pour devenir la *Gauche Alternative de Quetigny*.

Hier dans l'opposition au Conseil Municipal, notre collectif a choisi de participer à la liste unitaire « Quetigny nous ressemble, Quetigny nous rassemble » menée par Isabelle Pasteur, liste portée par la Gauche Quetignoise qui réunit l'ensemble de la Gauche de notre ville. C'est l'urgence et les menaces que l'Extrême Droite et la Droite font peser sur notre démocratie et nos conquêtes sociales qui motivent cette évolution de notre collectif. En effet, jamais depuis le régime de Pétain des années 1940, le risque n'a été aussi grand de voir l'Extrême Droite et la Droite — qui lui ressemble de plus en plus — d'accéder au pouvoir lors des prochaines échéances électorales de 2027.

Pourquoi maintenir une « Gauche Alternative » ?

Depuis qu'elle existe, la Gauche française est plurielle, traversée par différents courants, appartenant peu ou prou soit à une Gauche modérée privilégiant les réformes, l'accompagnement du système dominant (capitaliste) pour l'améliorer ou en réduire les effets néfastes et une Gauche plus radicale qui préconise des ruptures avec les politiques actuelles et des changements en profondeur de la société.

Ces différences se traduisent par des programmes, des pratiques et des actions différentes à tous les niveaux de la vie politique, que nous retrouvons au sein de la Gauche Quetignoise. Faire liste commune ou faire front commun contre la Droite et l'Extrême-Droite n'efface pas forcément les différences ou oppositions que nous avons constatées lors des deux mandatures passées et au moment de l'élaboration d'un programme commun pour la mandature qui commence. C'est pourquoi la Gauche Alternative, tout en participant à la nouvelle majorité municipale, continue à affirmer ses différences et préconiser des orientations telles que :

- des services publics plus étendus et plus efficaces, leur gratuité (transports, premiers m³ d'eau), leur indépendance vis-à-vis du marché, et la préservation des biens communs : eau, air, terre
- une politique sociale plus marquée, entre autres au moyen d'aides ciblées, pour les personnes les plus vulnérables et une action plus déterminée pour permettre l'accès de tou-te-s aux droits auxquels ielles peuvent prétendre,
- une approche de la sécurité et du vivre ensemble tournée avant tout vers la prévention et les réponses sociales aux attentes et aux besoins des habitant-e-s, en particulier des jeunes (emploi, insertion, logement, protection sociale),
- un urbanisme partagé, conçu en commun et non, comme le plus souvent, décidé en petit comité,
- une politique d'émancipation de la jeunesse qui l'aide à son insertion sociale et professionnelle, mais qui lui donne aussi les moyens de s'impliquer dans le vie sociale et politique de la Commune,
- une politique écologique qui s'inscrit davantage dans le long terme et ne se contente pas d'une succession de mesures ponctuelles,
- une démocratie locale qui permette l'expression et l'implication des habitant-e-s dans tous les domaines de la vie de la commune : les Quetignois-e-s ne sont pas que des électeurs ou des usagers des services publics, ielles doivent pouvoir être des acteurs permanents de la vie publique...
- une lutte contre le racisme, les discriminations de toutes sortes, et contre l'Extrême droite,
- l'égalité entre les femmes les hommes,
- une solidarité internationale plus active en soutien aux peuples opprimés (Iran...) ou menacés dans leur existence (Palestine, Ukraine...).

Un collectif citoyen...

La Gauche Alternative est ouverte à toute personne se réclamant de la Gauche et de ses valeurs d'égalité, de justice, de solidarité et de démocratie, qu'elle soit membre ou non d'une organisation politique ou associative, et qui se retrouve dans notre démarche et les transformations profondes que nous voulons promouvoir. Elle ne se réclame d'aucune formation politique particulière et ne peut en être le relais.

...qui ne reste pas confiné dans sa ville

Beaucoup de nos propositions ne peuvent trouver de solution qu'au niveau national, voire européen. Au plan national, sans en faire une référence unique ou obligatoire, la Gauche

Alternative affirme sa proximité avec le programme du NFP de juin 2024. Il est urgent de changer de cap et de faire émerger, au plan national, une Alternative politique, vraiment de Gauche.

Malgré les différences, les exclusives, les condamnations réciproques dont s'affublent plusieurs partis de Gauche, la Gauche Alternative refuse à la fois l'alignement sur un programme minimum, qui ne suscite pas plus l'espoir qu'il n'apporte de véritable solution, et la vision de deux Gauches irréconciliables qui, dans la période politique actuelle, renvoient les changements politiques réels aux calendes grecques. Par conséquent, elle est partie prenante, avec ses modestes moyens et à son échelle, d'une Gauche unie pour les prochaines échéances électorales présidentielles et législatives, afin d'éviter de basculer dans un autre monde.

NON À LA CRIMINALISATION DE LA CRITIQUE D'ISRAËL



La Lettre

n° 39

mai 2026



Yadan bananée !

« Y'a pas bon, Yadan » aurait-on pu écrire également afin de filer le jeu de mots colonial de la pub pour la poudre chocolatée d'autrefois... La députée ex-macroniste a donc dû retirer sa PPL (proposition de loi) contre « les formes renouvelées de l'antisémitisme » en échange de la promesse, par le gouvernement, d'une loi plus "sérieuse" : « Laisse donc faire les professionnels » semble lui dire un Gouvernement de plus en plus paralysé. Il est vrai que la remplaçante de l'inénarrable Meyer Habib au poste d'ambassadeur de Netanyahou au sein du Parlement français a mal vécu, comme son mentor, la reconnaissance de l'État de Palestine par la France. Il lui fallait remotiver les inconditionnels d'Israël et, pour ce faire, quoi de mieux que de les rameuter sous la bannière œcuménique de la lutte contre l'antisémitisme ? Manque de chance : elle s'y est prise chaussée de sabots tellement gros que nombre de ses soutiens l'ont lâchée : à part Hollande et Guedj, non seulement toute la gauche s'y est opposée (dont notre député NFP-PS Pierre Pribetich pourtant signataire de la PPL au début), mais même une partie des centristes et quelques députés de droite se sont soudain souvenus qu'ils auraient piscine le jour du vote. Il est vrai que plus de sept cent mille citoyen·ne·s pétitionnant en quelques jours sur le site de l'Assemblée nationale avaient de quoi en inquiéter plus d'un ! Face à ce naufrage prévisible, le gouvernement a retiré le texte pour... en proposer un autre, de même nature, au mois de juin.

C'est qu'il faut bien sauver la face. Mais pas que...

Il faut évidemment combattre l'antisémitisme, ce que notre arsenal juridique permet déjà largement.

N'y aurait-il pas cependant d'autres raisons à une telle insistance ?

C'est que, voyez-vous, l'État d'Israël est hors contrôle : de Gaza à la Cisjordanie, du Liban à l'Iran, de 1948 à nos jours, ce ne sont que spoliations, destructions, massacres et, désormais, génocide du peuple palestinien.

Dès lors, pour les sionistes de tout poil (ceux de « gauche » comme ceux d'extrême droite), comment faire autrement, pour soutenir et justifier ces crimes de guerre et ces crimes contre l'humanité permanents, qu'en nous faisant croire que c'est fondamentalement le « nouvel » antisémitisme qui se cache, en réalité, derrière leurs dénonciations, par les défenseurs des droits de l'homme et des peuples, par les anticolonialistes en passant par les antisionistes ?

La PPL Yadan apparaît pour ce qu'elle est : une manipulation tellement grossière de soutien à l'extrême droite israélienne que même certains sionistes ne l'ont pas gobée. Car, « en même temps » (!), elle prétend dénoncer l'amalgame antisémite entre Israël et les Juifs de France et valide l'idée selon laquelle l'État d'Israël représenterait tous les Juifs du monde et s'exprimerait en leur nom. Après l'« État juif et démocratique » de 1948, la loi de 2018 selon laquelle Israël est « l'État-nation du peuple juif » rend les Juifs encore plus solidaires d'Israël, y compris « à l'insu de leur plein gré » pour beaucoup.

Dès lors, dans une terrible inversion du propos, « ils sont partout », les soi-disant antisémites, même quand ils et elles ne disent que l'évidence, au risque d'alimenter l'antisémitisme à force de le combattre jusqu'à l'absurde.

Hélas, nous ne sommes pas en Espagne et le moins que l'on puisse dire est que le contexte français est en phase avec les amalgames yadanesques : en étroite collaboration avec des organisations sionistes ou une certaine presse, notre gouvernement fait sa part du sale boulot en criminalisant les manifestations de solidarité avec la Palestine et les Palestiniens, en tentant de faire condamner les appels au boycott d'Israël, en multipliant les signalements pour « apologie du terrorisme » et, bien sûr, en refusant d'envisager la moindre sanction à l'encontre d'Israël.

On est bien dans un système qui nous fait mieux entrevoir le sens véritable du texte de la députée des Français d'Israël et, très probablement, du texte gouvernemental prévu en juin, en lieu et place de sa PPL.

Il ne faut donc rien attendre d'autre de la France « officielle » que veulerie et complicité.

Car seule la mobilisation citoyenne payera :

- on l'a vu plus haut avec la pétition des 700 000 ;
- si une pétition d'un million d'Européens demandant la rupture de l'accord d'association de l'Union européenne avec Israël ne suffit pas, alors nous serons deux millions !
- on nous a menti par rapport aux ventes d'armes de la France à Israël : suite à la plainte pour "complicité de crime de guerre" et "complicité de crimes contre l'humanité" de l'Union Juive Française pour la Paix visant principalement la société française FedEx Express FR, le parquet national antiterroriste devra enquêter sur tous les acteurs de la chaîne logistique.

¡ Ya basta !



Réinventons
QUETIGNY

La Lettre

n° 39

mai 2026

La Gauche en miettes n'est pas une option

La candidature de Jean-Luc Mélenchon n'est pas une surprise, mais après celle de plusieurs autres (Guedj, Ruffin, Glucksmann, Cazeneuve...), elle arrive sans doute trop tôt pour celles et ceux qui pensent qu'une candidature commune de la Gauche à la prochaine présidentielle est le seul scénario d'une possible victoire de nos idées. On voit à nouveau se dérouler les prémises des scénarios de 2017 et 2022 : la stature et le charisme du leader de la France Insoumise réactivant la dynamique du vote utile au premier tour de la présidentielle pour, enfin, le faire accéder au second tour. Mais cela augmente-t-il vraiment les chances d'une victoire ?

Jean-Luc candidat, une bonne nouvelle pour la Gauche ?

Celles et ceux qui préconisent une rupture avec les politiques actuelles et travaillent à une transformation profonde de notre société souhaitent la victoire d'une Gauche ambitieuse dans son programme et résolue dans sa démarche. Les membres de la Gauche Alternative de Quetigny sont de celles et de ceux-là. Dans le cadre de la personnalisation qu'impose la constitution de la 5ème République, nul doute que le meilleur candidat pour la Gauche, à ce stade, est Jean-Luc Mélenchon et qu'il a de réelles chances de l'emporter. Sa candidature est « carrée », son programme au point, et son équipe prête à gouverner. Ailleurs, à Gauche, c'est la multiplication des postulants ; le projet de primaire peine à sortir de la confusion, à la fois sur les modalités et les participants. L'autre grand parti de la Gauche, le PS, n'a pas pour l'instant de projet structuré, et n'en finit pas de se diviser entre clans, dont certains sont très éloignés de ce que nous souhaitons pour notre pays.

Si l'annonce de la candidature Mélenchon suscite de l'espoir dans une partie importante de la population, elle est aussi un pari risqué, parce que tout miser sur un candidat et sur le programme d'un seul parti pour l'emporter plutôt que d'adopter une stratégie d'union n'est sans doute pas la meilleure option. Si la Gauche ne peut pas gagner sans LFI, l'inverse est

également vrai. Dans la situation de basculement qui nous menace, se satisfaire d'un pari risqué n'est pas une option. Pour l'emporter au 2ème tour, comme ce fut le cas aux législatives de 2024, il faut un projet qui soit, peu ou prou, accepté par tous.

Ne rassembler qu'une partie de la Gauche peut suffire pour accéder au second tour... mais pas pour gagner la présidentielle ! Un programme radical et un leader charismatique ne seront sans doute pas suffisants pour l'emporter en 2027 quand la Gauche peine à dépasser les 30 % aussi bien dans les intentions de vote que dans les récents scrutins. Le défaut d'union au premier tour peut se traduire, au second, par l'abstention d'une partie de l'électorat progressiste. Et la porosité de plus en plus manifeste entre l'Extrême Droite et la Droite risque de réduire le Front Républicain qui avait permis, indirectement, la victoire du Nouveau front Populaire aux législatives de 2024.

Trop tard pour l'unité ?

Alors que les candidatures fleurissent au sein et autour du parti socialiste, 80 % des électeurs de Gauche sont pour l'unité et pour une candidature commune à la Présidentielle. Faire fi de cette réalité risque de semer la déception, d'éloigner certains électeurs de Gauche du vote, et en même temps de se priver de l'élargissement de l'électorat pour le second tour. Le paradoxe, c'est que la Gauche politique, réunie et appuyée par des secteurs importants de la société civile, ait réussi à créer une véritable dynamique et devancer l'Extrême-Droite lors des dernières législatives... et que les deux plus grandes forces qui la composent n'en tirent pas les conséquences à moins d'un an d'un rendez-vous historique !

Les chances de revenir à l'Union sont minces, malgré les appels répétés... mais elles sont encore réelles ! Un sursaut unitaire est encore possible si les syndicats, les associations, et les citoyens constituent une force" pour faire pencher la balance du côté d'un programme ambitieux et résolument ancré à gauche. Pour rassembler, suffisamment de voix s'élèvent pour exiger l'abandon des volontés hégémoniques et le retour à des rencontres, des discussions pour un projet commun porté par une candidature commune. En cas d'échec, celles et ceux qui auront refusé la voie du rassemblement et de l'union porteront une lourde responsabilité historique.

En cas de malheur, unis ou désunis, ce n'est pas la même chose !

Il y a urgence ; le basculement vers un autre monde est à notre porte... Nous pouvons encore empêcher le pire. Mais en cas de victoire de l'Extrême-Droite, la situation ne serait pas la même selon que nous devrions l'affronter unis ou désunis. Désunis, il nous faudrait endurer de nouveaux déchirements au sein de la Gauche. Désunis, nous serions tous perdants, et en premier lieu celles et ceux qui auraient refusé de donner une chance au rassemblement des forces progressistes. Ce qui peut peser en faveur de l'Union, c'est que l'ensemble des forces de Gauche, politiques, syndicales, associatives, culturelles... s'engagent dès maintenant, résolument et solidairement, dans une démarche commune pour l'élaboration d'un programme ambitieux et rassembleur, porté par un·e candidat·e animé·e d'une volonté unitaire incontestable !



Réinventons
QUETIGNY

La Lettre

n° 39

mai 2026

L'inquiétante montée du racisme

Les dernières élections municipales ont montré un pic de racisme absolument décomplexé.

Dès la 1ère interview de Bally Bagayoko, élu dès le premier tour à Saint Denis, ses propos ont été déformés par l'Extrême Droite, lui faisant dire que Saint-Denis était la "ville des Noirs", au lieu de la "ville des rois", alors qu'il reprenait là une formule du poète communiste et résistant Jean Marcenac, ami d'Aragon. Cette calomnie a été reprise sans vérification sur les plateaux de BFMTV et de France 5.

Sur CNews, les commentaires de son élection ont dépassé l'abject. Alors qu'il a été comparé, dans des propos insupportables, à un singe ou à un chef de tribu primitive, Onfray a eu le culot de dire qu'il ne s'agit pas là de racisme, puisqu'il n'a parlé ni de "race" ni de "couleur de peau", et fait référence à l'éthologie, science qui étudie le comportement... des animaux.

RTL affirme que les propos tenus par le psychologue Jean Doridot sur CNews sont « jugés racistes par de nombreux responsables politiques » (sic). Ils n'ont pas à être jugés racistes, ils *sont* racistes, point ! Le ministre de l'Intérieur a fermement condamné ces propos... 15 jours après qu'ils ont été tenus ; Macron a attendu une rencontre prévue depuis longtemps pour les condamner quatre semaines après ces infamies... lui qui avait téléphoné pendant trois quarts d'heure à Zemmour victime d'une agression verbale ! Les élu·e·s racisé·e·s d'autres villes (La Courneuve, Creil, Le Blanc-Mesnil et Vaulx-en-Velin...) ont, elles et eux aussi, subi des insultes racistes même s'ils n'appartenaient pas à LFI... C'est là que tout se joue ; le racisme s'insinue dans des propos qui ne sont pas toujours aussi caricaturaux, avec des réactions différentes selon que vous êtes blanc ou noir, mais qui cherchent à accréditer peu à peu l'idée d'une supériorité des Blancs, de leur « civilisation » et de leur mode de vie. La notion imbécile de

« grand remplacement » est distillée dans le discours public et devient une idée digne d'être discutée.

Le racisme tue, depuis longtemps certes (on se souvient d'Ilan Halimi, torturé et assassiné il y a plus de 20 ans pour se faire soutirer de l'argent, parce que juif... donc riche), mais il tue de plus en plus. En 2025, le ministère de l'Intérieur a officiellement recensé trois crimes racistes, mais tous les crimes racistes ne sont pas reconnus comme tels s'ils ne sont pas *exclusivement* racistes. Par exemple, la Justice refuse de considérer la circonstance aggravante de racisme dans le meurtre de Djamel Bendjaballah par l'ex de sa compagne, alors qu'il le traitait de "sale bougnoul", de "Sarrasin", de "rat", de "Maure", etc.

Dans le système de santé aussi, les préjugés racistes peuvent tuer car, comme le montre une étude récente, les personnes blanches, asiatiques et nord-africaines sont plus souvent jugées prioritaires par rapport aux personnes noires. Le préjugé du « syndrome méditerranéen » fait que les symptômes des Africains sont souvent minorés. Cela peut aboutir à des décès comme celui de Naomi Musenga qui n'a pas été prise au sérieux par les permanencières du Samu et qui est morte quelques heures après son appel au secours.

La Droite et l'Extrême Droite ont une lourde responsabilité dans le développement du racisme. Déjà sur les réseaux sociaux, les gens se lâchent sans vergogne, y compris des militants et responsables du Rassemblement National. Leurs actions politiques relèvent souvent du racisme, comme à Meyzieu (Région Auvergne-Rhône-Alpes) où la droite et l'extrême droite ont fait repousser l'inauguration, dans un lycée, d'une salle polyvalente au nom de la boxeuse algérienne Imane Khelif proposée par un vote des personnels et des élèves. Dans les établissements secondaires et les universités, les idées nauséabondes se banalisent, avec des tags racistes et fascistes aux alentours, avec la circulation de littérature xénophobe dans les lycées et les facs (*Mein Kampf* dans trois lycées de l'Ain, à Auch dans l'I.U.T. ou deux groupes d'étudiants diffusent blagues racistes, chants nazis et propos masculinistes sans aucune réaction de la Direction).

Le racisme et l'antisémitisme se diffusent de plus en plus librement dans notre pays. Cela est très préoccupant, d'abord pour les victimes qui en souffrent, avec les conséquences psychologiques sévères qui peuvent en résulter, et pour l'avenir de notre société, car le racisme est bien souvent l'avant garde du fascisme. Nous devons rester très vigilants et lutter pied à pied, au quotidien, contre ce fléau !



Réinventons
QUETIGNY

La Lettre

n° 39

mai 2026

Le 8 mars 2026 : une folle journée !

Déjà dès le matin, une bonne nouvelle ! on apprend dans Médiapart, par la porte-parole de ATTAC, que "en amont de la manifestation féministe du 8 mars, plusieurs syndicats et associations ont obtenu que le collectif identitaire Némésis ne participe pas au cortège, et réaffirment la nécessité du combat antifasciste".

Dès 11 h, Place Darcy, la Zone d'Occupation Féministe s'est remplie de stands colorés, de guirlandes, de pancartes à paillettes, d'animation et de musique.

Répétitions de chorale et de chorégraphies des Rosies, cantine de la Chouchou ; l'ambiance était joyeuse. Mais sérieuse aussi, avec des débats sur l'extrême droite, la militarisation, et la situation en Iran. De nombreuses personnes, venues pour la semaine italienne installée Place Darcy, ont défilé entre les stands.

Dès 14 h, on a vu arriver des flots de jeunes. Les pancartes ont été levées à bout de bras, et on a démarré la déambulation dans les rues du Centre Ville. Des arrêts ont permis d'écouter les prises de parole mais aussi les chants de lutte de la chorale des Choux rages, et les chorégraphies des Rosies. On a fini par un bal folk, place de la Libération. L'ambiance était très combative, avec des slogans nombreux contre l'extrême droite, et un cortège de 1200 personnes.

Cette folle journée a permis de réaffirmer que du chemin reste à parcourir pour l'égalité, contre les discriminations de genre... et qu'on est déterminé·e·s !

Mais elle a montré aussi une formidable mobilisation, de la jeunesse en particulier, à l'heure où les idées et les groupes d'extrême droite veulent tenir le haut du pavé.

À Dijon, la riposte a été à la hauteur, et c'est de bon augure pour le combat antifasciste.

<https://dijoncter.info/un-moment-de-joie-et-de-rage-grande-manifestation-pour-le-8-mars-a-dijon-6741>

<https://www.bienpublic.com/faits-divers-justice/2026/03/08/plus-d-un-millier-de-personnes-ont-defendu-les-droits-des-femmes-a-dijon>

Mais il est regrettable que cette journée, si réussie et sans aucun incident, ait été entachée par un comportement inadmissible du Procureur et de la police. Une fois que tout a été fini et que les organisatrices ont replié le matériel, 17 personnes — dont les organisatrices — ont été interpellées par au moins 20 policiers qui les ont encerclées sur une petite place à l'arrière de la Place de la Libération. Il s'agissait d'une réquisition du Procureur.

Un communiqué a été publié depuis, signé par de nombreuses organisations. Le procureur de la République a reçu à ce sujet une lettre signée de nombreuses organisations. Il a répondu avoir pris ses réquisitions sur demande de la police. Il s'est avéré que ces contrôles étaient illégaux, la participation à une manifestation déclarée ne pouvant donner lieu à de tels contrôles !

La défenseuse des droits a été saisie. Ces comportements des représentants de l'État ne tombent pas du ciel : ils visent à intimider, à créer des incidents qui vont venir discréditer la mobilisation et à faire penser à l'opinion que manif = délit. Ce sont ces comportements qui montrent que petit à petit, nous changeons d'époque en matière de droits et libertés.

- [prise de parole de FSU/ LDH/ ATTAC](#)

- [interview de Youlie Yamamoto, porte-parole de ATTAC à Médiapart](#), suite à la demande acceptée par le Ministère de l'Intérieur d'interdire aux Némésis l'accès aux manifs du 8 mars . Une première victoire !

- [communiqué AGGF](#), signé par les soutiens, contre les contrôles abusifs dont les organisatrices ont fait l'objet.



Réinventons
QUETIGNY

La Lettre

n° 39

mai 2026

La résidence API

L'auteur de ces lignes a emménagé il y a un an dans le [nouvel immeuble](#) destiné aux seniors, au n° 7 de l'avenue du Cromois. Dans notre numéro 15 de février 2022, [nous avons critiqué](#) le sacrifice de trois maisons individuelles (dont deux récentes) accompli pour construire ce bâtiment. Il faut d'ailleurs avouer qu'aujourd'hui, il ne brille guère par son élégance, en dépit de la présence sur une partie des façades de la résidence "Mosaïk" des [petits carreaux](#) (voir notre n° 25 de juin 2023) chers au plasticien Bernard Lassus, destinés à mieux l'intégrer dans le paysage urbain. Massif et arrogant, il a un petit air d'imprenable forteresse, à peine adouci par les bleu et vert pastel de ses façades.

Mais en dépit de ces improbations visant l'esthétique de l'immeuble — qui ne rassembleront pas forcément l'adhésion unanime de nos lecteurs —, nous autres résidents avons tout lieu de nous féliciter d'habiter ce lieu accueillant.

Les loyers sont relativement élevés (variables selon les dimensions des appartements), mais il faut mettre leur montant en balance avec le confort des logements et des parties communes, ainsi qu'avec les services proposés. Le mobilier est fourni, mais nous pouvons le remplacer par le nôtre. Les petits problèmes de chauffage du début ont été réglés ; nous nous sentons en sécurité et en situation confortable, près du centre ville et du tram, donc de la vie commerciale et culturelle de Quetigny et de Dijon.

Les beaux jours revenus nous font apprécier le "rooftop" (on pourrait dire plus simplement "terrasse") où commencent à pousser quelques fleurs et arbustes, où nous nous retrouvons volontiers en petits groupes, et d'où nous pouvons contempler les foules quetignaises en goguette, les différentes générations de bâtiments environnants construits depuis six décennies, les bouquets d'arbres entre les immeubles, et parfois le Mont Blanc... Nous

disposons aussi d'un boulo-drome - garage à vélos (ce dernier manifestement disproportionné vu le tout petit nombre de cyclistes). L'accessibilité de tous les équipements est évidemment irréprochable, quel que soit l'état de nos vieux os.

Le directeur est compétent, efficace et compréhensif ; l'animatrice, créative, chaleureuse, performante, a prouvé face à des événements imprévus son sang-froid et sa présence d'esprit. Le bâtiment est bien entretenu, décoré de photos et de toutes sortes d'affichettes et de plannings mettant en valeur la diversité de nos activités culturelles, manuelles, ludiques, culinaires, sportives, musicales... Certains résidents sont très assidus aux animations proposées, d'autres fort discrets ; mais nous sommes nombreux à participer aux moments conviviaux où nous échangeons petites blagues et expériences variées, dans un climat de respect mutuel et de vénérable camaraderie.

Nous pouvons vivre en totale autonomie si nous le souhaitons, mais la plupart d'entre nous se retrouvent dans des activités variées, les uns très régulièrement, d'autres épisodiquement. Des professionnel·le·s (coiffeuse, psychologue, prof de gym ou de yoga, hypnothérapeute, podologue...) interviennent régulièrement dans nos locaux. Les occasions de "sorties" (restaurant, spectacles, salons, promenades) ne manquent pas, mais nous partageons aussi d'agréables moments de jeu ou de conversation. L'ambiance entre nous est conviviale, et les plaisanteries (jamais méchantes) fusent ; nous en avons tant entendu dans notre vie que nous ne risquons pas de nous en formaliser... La résidence s'ouvre de plus en plus souvent à des associations extérieures impliquées dans la vie culturelle quetignoise ; les flonflons ou les cris d'enfants s'y font entendre, et de petites fêtes rassemblent dans nos locaux générations et familles.

Des courts séjours sont possibles pour nos visiteurs, lorsqu'ils viennent de loin par exemple.

Notre immeuble se peuple petit à petit (avec une très nette majorité de femmes), sans doute pas aussi vite que l'espéraient ses promoteurs, mais il ne faut pas trop s'en étonner, compte tenu de la concurrence qu'il subit dans l'ensemble de l'agglomération... Quelques frayeurs nous ont glacé·e·s il y a quelques semaines lorsque nous avons appris la liquidation judiciaire d'un établissement analogue à Vitry (Ille-et-Vilaine) et le départ forcé de ses résidents, qui avaient le grand tort de ne pas être assez nombreux ! Mais notre établissement fait partie d'un réseau qui semble solide (une quinzaine de résidences, implantées surtout dans le quart sud-est de la France), adossé au groupe Batigère, un important bailleur social héritier des actifs immobiliers d'Usinor-Sacilor (140 000 logements en France). Des investisseurs privés (des particuliers) — que, bien sûr, nous ne connaissons pas — achètent des logements et reçoivent une partie substantielle de nos loyers. « Too big to fail », sans doute... Tout cela, avouons-le, ne correspond pas vraiment à notre idéal de société, mais ne nous empêche pas de vivre heureux ! La possibilité de rester à Quetigny en toute sécurité, en conservant une large autonomie, est précieuse, et nous sommes en très bonne et croissante compagnie, aussi bien entre résidents qu'avec la petite équipe de salariés et de nombreux visiteurs, dans un cadre fort agréable et dans une authentique bonne humeur.

N'hésitez pas à venir nous rendre visite lors d'une manifestation organisée dans notre résidence, nous aurons grand plaisir à vous faire découvrir notre cadre de vie. Peut-être certain·e·s d'entre vous seront tenté·e·s de vous installer un jour parmi nous ; nous en serions ravi·e·s !



La mort est dans le pré

Dans le cadre de la ***semaine pour les alternatives aux pesticides*** du 20 au 30 mars, Quetigny-Environnement, FNE 21, ATTAC, les Ami·e·s de la Confédération Paysanne et les Amis de la Terre organisaient le 30 mars dernier une soirée ciné-débat pour parler des pesticides, en projetant le film d'Éric Guéret La mort est dans le pré.

Cette soirée a rassemblé une centaine de personnes. Le film retrace les batailles du premier agriculteur (céréalier charentais), Paul François, atteint d'un cancer de la moelle osseuse à 47 ans, qui a réussi à faire condamner Monsanto. La firme américaine, plus connue aujourd'hui sous l'appellation *Bayer-Monsanto*, fabrique des pesticides qui empoisonnent aussi bien ses utilisateurs que les simples citoyens, puisqu'on retrouve ses poisons dans la nourriture comme dans les urines et cheveux de ces derniers. Paradoxalement, cette entreprise fabrique également des médicaments pour soigner les humains victimes des pesticides ! Ainsi le cercle vertueux des profits maximum est complet !...

Paul François crée **Phyto-victimes**, une association regroupant les victimes des pesticides dans le monde agricole. Le film est une immersion auprès de ces agriculteurs condamnés. On suit leur itinéraire médical, leur combat pour que leur cancer soit reconnu comme maladie professionnelle auprès de la M.S.A. On analyse également leur volonté de passer au bio, avec toutes les difficultés que cela entraîne.

Finalement, Paul François passera au bio et le réalisateur Éric Guéret le retrouvera en 2020 pour sortir La vie est dans le pré, film beaucoup plus optimiste.

Suite à la projection du film La mort est dans le pré, un débat organisé par les différentes associations ainsi que par des professeurs du lycée agricole et d'Agro-Sup Dijon a montré

l'intérêt de la population pour les produits bio. Cependant, mieux vaut privilégier les produits estampillés "Nature et Progrès" ou "certifié AB agriculture biologique", mais éviter les produits "issus d'une exploitation haute valeur environnementale" n'ayant aucune contrainte réglementaire concernant l'usage des pesticides.

L'Europe, et la France en particulier, devaient s'engager à réduire fortement l'utilisation des pesticides. Mais plutôt que cela, on a réautorisé l'emploi des néonicotinoïdes qui ont un impact sur la biodiversité, notamment sur la mortalité des abeilles. Aussi, le risque de réutilisation d'autres produits chimiques poisons existe avec la prise de position d'élus politiques, comme celle du sénateur Duplomb.

Il faut savoir que la diminution de l'utilisation des pesticides n'est pas à l'ordre du jour des argumentaires de certains syndicats agricoles comme la FNSEA ou la Coordination Rurale !...

Pour compléter vos connaissances, vous pouvez retrouver, en replay sur France 5, l'émission Sur le front : que se passe-t-il dans nos champs ?, présentée par Hugo Clément.



Le « chaussidou » Quetigny - Couternon

On parle beaucoup ces temps-ci, dans notre ville, du chaussidou. Non, il ne s'agit pas d'un fromage ou d'un saucisson, ni d'une paire de pantoufles... mais d'un aménagement routier récemment mis en service, dont le nom officiel est "chaussée à voie centrale banalisée" (CVCB). Dans le prolongement de la « voie verte » créée le long du boulevard de la Croix Saint Martin (↘), la départementale 108, dont la chaussée a été dernièrement rénovée, est désormais composée d'une voie centrale à double sens pour les véhicules motorisés et de deux bandes latérales pour les cyclistes.

Dans les discussions de quartier ou de famille, rares sont celles et ceux qui approuvent... Combien de fois entendons-nous dire que « c'est dangereux, surtout pour les cyclistes », que « cela entrainera des collisions frontales entre véhicules à pleine vitesse », que « tout cela est fait pour emmerder le monde »... Tôt ou tard apparaît le mot



« technocrate » ; inévitablement, votre interlocuteur vous explique ce qu'il aurait fait à la place (l'élargissement de la route maintenue à deux voies, les deux voies cyclables sur une nouvelle chaussée latérale, voire l'interdiction aux vélos !)... D'ailleurs, la plupart des lobbies d'automobilistes n'ont pas de mots assez durs pour critiquer la chose.

C'est oublier que les personnes qui se trouvent en danger sur la route sont principalement les cyclistes, et qu'ils ont même — c'est à peine croyable — le droit de pédaler ! Certes, le chaussidou suppose le respect de certaines règles * : il n'a pas sa place sur des axes à fort trafic



(supérieur à 4 000 véhicules par jour) ; il oblige les automobilistes à anticiper le croisement de véhicules arrivant en face et à se rabattre sur la bande cyclable pour les éviter ; si des vélos sont présents sur celle-ci au même moment, ils sont prioritaires par rapport aux voitures qui doivent rester derrière eux jusqu'à ce que la voie centrale se dégage. Et cela implique

l'obligation, pour les automobilistes, de ne pas dépasser, en marche normale, 70 km/h (ou 50 à l'ouest du panneau ~~QUETIGNY~~). Oui, sur cette route à bonne visibilité, il faut ra-len-tir,

et rester derrière un·e cycliste lorsqu'un véhicule arrive en face ! Et oui, on peut "perdre" quelques secondes sur un trajet de quelques minutes... Mais n'oublions pas que depuis 2019, les aménagements cyclables sont obligatoires en cas de création ou de rénovation de voie, et heureusement ! Les deux-roues pourront, sur ce terrain plat au revêtement désormais sans surprise, se déplacer sereinement, éviter les mouvements brusques, se concentrer sur leur destination, maintenir leur effort, se féliciter d'être protégés, avec un coût limité pour la collectivité (quelques panneaux, une nouvelle signalisation horizontale où le fond rouge et les dessins de bicyclettes les rendent plus visibles) par rapport à une mise de la D 108 à trois ou quatre voies, qui aurait été disproportionnée par rapport au trafic... et évidemment bien plus coûteuse. En revanche, pour dépasser un autre deux-roues, ils devront attendre qu'il n'y ait plus de voitures.



Pourtant, il faut constater que ni la limitation de vitesse, ni la circulation des « 4 roues » au centre de la chaussée ne sont vraiment respectées. Venus faire quelques photos sur les lieux, nous avons constaté de très nombreux comportements dangereux (excès de vitesse, chevauchements sans raison des lignes discontinues, appels de phares face aux automobilistes obéissant aux très clairs panneaux bleus d'obligation !



Ce système n'a d'ailleurs rien de révolutionnaire ou d'inédit : inventé au Danemark, représenté ci-contre (à gauche) à Bygdeväg (Suède), il existe (sous le nom de "Kernfahrbahn" en Allemagne et de "2-minus-1 road" au Royaume-Uni) depuis des décennies dans la plupart des contrées d'Europe, en particulier les « plats pays » comme celui de Jacques Brel ou celui de Mata Hari (pas spécialement connu·e·s, il est vrai, en tant que cyclistes !). Partout où il a été instauré, il a conduit

à une diminution de l'accidentalité.

En France, il a été recommandé par le Cerema (centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement) dès 2017. Il y en a 600 km en France ; il est déjà assez répandu dans le Nord du pays, et on le trouve même dans les Hautes-Alpes (ci-contre à droite). Dans notre agglomération, quelques tronçons longent la route des vins entre Chenôve et Marsannay (ci-dessous) *.



Le problème est que, coûtant beaucoup moins cher qu'une véritable piste cyclable séparée d'une route à grande circulation, il a parfois été adopté par des municipalités sur des axes trop chargés pour lui : voir ci-dessous le cas de Die *.



À Quetigny, ce n'est pas le cas, et sans doute pour quelques décennies ! Il nous suffira de nous habituer, de rattraper le retard que nous avons sur nos voisins européens... pour nous amuser des ronchonneries qui ont accompagné la mise en place de ce cheminement pacifié.

On peut aussi changer d'échelle : le chaussidou permet de rejoindre depuis Quetigny la véloroute V53 *, qui fait la jonction entre la V51 (qui vient de Montbard ou Beaune et permet de relier Langres, Chaumont, Saint-Dizier) et la V50 (laquelle rejoint l'EV6, véloroute entre l'Atlantique et la mer Noire). Certain·e·s Cousi·e·s aiment pédaler... et nous pouvons accueillir des cyclistes venu·e·s de toute l'Europe souhaitant admirer la statue de la Marche du Temps !

Nous avons cependant quelques critiques à formuler (le contraire vous eût étonné) sur cet aménagement dans notre commune :

Domage qu'une fine ligne blanche au milieu de la chaussée n'ait pas été effacée dès la fin des travaux : elle peut induire en erreur les automobilistes qui n'ont pas trop regardé les panneaux...

Domage qu'on ne puisse pas encore traverser "en site propre" tout Quetigny d'ouest en est, de l'Université à Couternon (ou l'inverse) sur sa selle et à la force des mollets...

Domage que le chaussidou se termine en queue de poisson, et sans signalisation très claire, à l'entrée de Couternon, où il devient **bossidur** ! Il est vrai que notre commune voisine n'a pas souhaité, jadis, entrer dans la métropole dijonnaise, ce qui explique sans doute cela...



* <https://www.youtube.com/watch?v=7Ebm6CVigLg> : règles de conduite sur les chaussidous (Loire Atlantique)

* <https://www.bienpublic.com/economie/2023/07/13/dijon-marsannay-enfin-un-parcours-balise-pour-les-velos>

* https://www.franceinfo.fr/replay-magazine/france-2/complement-d-enquete/video-amenagements-cyclables-un-chaussidou-c-est-moins-cher-mais-est-ce-vraiment-dans-les-clous_7474576.html

* <https://www.af3v.org/> : carte interactive des véloroutes et voies vertes de France



Réinventons
QUETIGNY

La Lettre

n° 39

mai 2026

Cuba persécutée par les U.S.A.

L'administration Trump mène une guerre économique contre Cuba, que nos media ne mettent guère en avant, la guerre au Moyen-Orient monopolisant leur attention. Depuis le 3 janvier, plus une goutte de pétrole n'arrive sur l'île, victime d'un impitoyable blocus : une gigantesque panne a touché tout le pays les 16 et 21 mars derniers ; transports et infrastructures industrielles sont quasiment à l'arrêt ; faute d'électricité, les denrées alimentaires ne peuvent plus être conservées ; les déchets s'accumulent ; le traitement des eaux usées n'est plus assuré ; on craint le développement d'épidémies comme le choléra, dans un pays où la qualité de la médecine est pourtant reconnue dans le monde entier, qui bénéficie de l'aide des brigades de médecins cubains !

Entre le 1er mars 2024 et le 28 février 2025, le montant des dommages matériels du blocus est estimé à 7,6 milliards de dollars, soit une augmentation de 49 % par rapport à l'année précédente. Concrètement :

- le coût de 2 mois de blocus équivaut aux besoins en carburants nécessaires pour satisfaire la demande en électricité du pays
- le coût de 16 jours de blocus correspond à la somme permettant de répondre aux besoins en médicaments essentiels de l'île
- le coût de 14 heures de blocus est égal au coût d'achat de l'insuline nécessaire pour répondre à la demande de Cuba durant un an.

N'ayons pas peur des mots : il s'agit d'un **génocide**, selon la "Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide", adoptée par l'O.N.U. le 9 décembre 1948 et dont les États-Unis sont signataires ; son article 2 cite parmi les critères le caractérisant "la soumission intentionnelle d'un groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle". Les U.S.A. renouent ainsi avec la sinistre période de la tentative d'asphyxie de l'île des années soixante aux années 2010.

Le 10 avril dernier, un rassemblement (parmi d'autres en France) contre la politique des U.S.A. envers Cuba devant la préfecture de Côte d'Or (notre photo), a réuni plus de quarante personnes ; une délégation a été reçue, et a demandé au gouvernement français d'agir pour mettre fin à cette agression constituant une entrave flagrante aux droits de l'homme.

La politique de Trump, au cours de ses deux mandats, a ainsi pris le contrepied de celle d'Obama, qui avait œuvré avec Raúl Castro à un rapprochement spectaculaire entre Washington et La Havane et contribué (après 50 ans de blocus) à un essor économique de l'île. Dans cette période heureuse, un rôle important avait été joué par le tourisme et le commerce. Ils sont aujourd'hui gravement entravés par la baisse (liée aux mesures trumpiennes) du trafic aérien avec l'île. Les échanges de Cuba avec l'Europe et la Chine (exportations de nickel et de productions agricoles, importations de produits manufacturés tels vêtements, électroménager, machines) a de plus en plus de mal à limiter les dégâts. Sous la pression des États-Unis, l'Italie a dû renoncer à embaucher en Calabre des médecins cubains qui devaient pallier la pénurie des professionnels de santé !

Le secrétaire d'État Marco Rubio, fils d'immigrés cubains, très proche des donateurs et électeurs cubano-américains (adeptes d'une droite musclée) de Floride, est particulièrement impliqué dans cette politique états-unienne d'ingérences et de pressions.

L'opération commando organisée début janvier par Trump au Venezuela pour enlever Maduro, allié de Cuba, devait — entre autres buts de guerre — provoquer l'asphyxie de l'île rebelle à l'impérialisme étatsunien en Amérique latine, en la privant de pétrole.

Depuis, les négociations officielles, maintenues entre Cuba et les U.S.A. (avec le soutien de la communauté internationale) en dépit des extrêmes tensions provoquées par ces agressions caractérisées, ne permettent plus la moindre avancée.

Rappelons que lors de la dernière assemblée Générale de l'O.N.U., une écrasante majorité de pays, comme chaque année depuis 33 ans, a adopté une résolution réclamant "la levée du blocus économique, commercial et financier" imposé à Cuba par les États-Unis, par 165 voix pour, 7 contre (États-Unis, Israël, Argentine, Hongrie, Paraguay, Macédoine du Nord, Ukraine) et 12 abstentions (principalement des pays d'Europe orientale dénonçant les liens de Cuba avec Moscou).

Trump — après avoir annoncé de nouvelles sanctions concernant les personnes et entités impliquées dans les secteurs de l'énergie, des mines et autres secteurs de l'île, et celles reconnues coupables de « violations graves des droits de l'homme » — vient de suggérer (dans un discours en Floride) de faire accoster « sur le chemin du retour » d'Iran le plus grand porte-avions du monde, l'USS Abraham Lincoln, à La Havane... pour que les Cubains lui disent : « merci beaucoup, nous nous rendons ! »... Quels que soient les résultats de la guerre actuellement menée par Washington contre l'Iran, on peut craindre que le prochain crime de Trump contre la paix concerne Cuba, soit pour faire oublier l'échec du président américain dans le golfe persique, soit parce que son *hubris*, après ce qu'il considérerait comme un succès, ne connaîtrait plus aucune limite... et ce AVANT le 4 juillet, date à laquelle il a décidé de s'autocélébrer par des fêtes grandioses pour les 250 ans des États-Unis !



Réinventons
QUETIGNY

La Lettre

n° 39

mai 2026

Jusqu'où iront-ils ?

Qui ça ? TRUMP et NETANYAHOU bien sûr ! C'est la question que tout le monde se pose.

Concernant le deuxième, on connaît la réponse : « jusqu'au génocide ». Le régime sioniste est, depuis le 7 octobre 2023, en roue libre : non seulement personne ne peut et/ou ne veut l'arrêter, mais il embarque tout le monde occidental et ses alliés dans son sillage. Par intérêt, par idéologie, par lâcheté, par couardise, ou tout cela à la fois, la plupart des dirigeants états-uniens et américains, ceux de l'Union européenne et des pays arabes laissent le gouvernement et l'armée israélienne violer tous les jours le droit international, assassiner celles et ceux qu'elle qualifie de « terroristes », massacrer secouristes, journalistes, enfants et civils en Cisjordanie, au Liban et à Gaza.

Le peuple israélien, conditionné dès l'enfance et chauffé à blanc par la propagande post-7 octobre reste largement en soutien, même si des signes à ne pas négliger apparaissent dans l'opinion ces jours-ci.

Concernant Trump, c'est plus compliqué de savoir jusqu'où il ira. Tout le monde le sait désormais, c'est Netanyahu qui l'a convaincu d'entrer en guerre ouverte contre l'Iran. Après la « guerre des 12 jours » en juin 2025 qui l'avait, soi-disant, privé définitivement de l'arme nucléaire, après l'assassinat ciblé de onze hauts responsables dont le Guide suprême en février 2026, le régime des mollahs devait tomber comme un fruit mûr... ce qui n'est pas survenu, le peuple iranien n'ayant pas daigné « finir le travail » comme l'y invitait l'homme d'affaires-président des U.S.A. Dès lors, une seule solution pour frapper à mort l'Iran : bombarder systématiquement les centres névralgiques du pays. Or les Gardiens de la Révolution avaient prévenu : en cas d'attaque existentielle, ils riposteraient à l'échelle régionale...

Eh bien, comme promis, c'est ce qu'ils ont fait ! Avec leurs drones et leurs missiles envoyés sur Israël, l'Arabie saoudite, le Qatar, les Émirats, etc. et surtout, en bloquant le détroit d'Ormuz. Comme une bête sauvage d'autant plus dangereuse qu'elle est blessée, l'Iran a répondu du faible au fort, en faisant à son tour monter les enchères dans un piège redoutable de poker menteur.

Quelles sont, dès lors, les solutions qui s'offrent au duo infernal Trump – Netanyahou pour se débarrasser définitivement d'un régime des mollahs jusqu'au-boutiste qui, en aucun cas, ne cédera sur le nucléaire ?

1/ une intervention terrestre semble inconcevable tant elle serait aventureuse ;

2/ travailler à la dislocation du pays en soutenant certaines minorités nationales, à commencer par les Kurdes ; c'est possible à moyen terme, mais en attendant.... ?

3/ Trump lui-même est tenu par l'opinion étatsunienne qui commence à renâcler ; décevant, à ses yeux comme à ceux de son opinion publique, il ne peut pas, en même temps, se désinvestir et anéantir le régime iranien. Quadrature du cercle donc !

Dès lors, reste la solution du chaos par le truchement de... Netanyahou. Ce dernier, pour qui l'Iran est une véritable obsession depuis toujours, s'attaquerait alors à la source du « problème » et à ce qui s'oppose encore à son but final, le Grand Israël : Gaza rasée et le Hamas très affaibli, la Cisjordanie en voie d'annexion avec une résistance palestinienne sous la botte, le sud Liban en voie de devenir un deuxième Gaza avec un Hezbollah sous contrôle ; le moment pourrait être le bon pour le premier ministre et ses alliés d'extrême droite suprémacistes. Comment ? Rappelons-nous la phobie existentielle de tous les dirigeants israéliens de l'Histoire et leur appétence pour les guerres dites « préventives ». L'Iran n'a pas l'arme atomique mais persiste dans son idée de la posséder ; l'État d'Israël, lui, en dispose depuis longtemps...



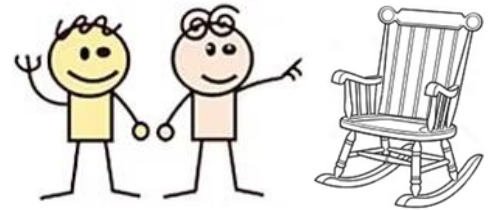
Réinventons
QUETIGNY

La Lettre

n° 39

mai 2026

LE COIN DES ENFANTS
Zoé prend sa retraite



À mes lecteurs et lectrices a-do-ré·e·s,

Vous autres humains, quand vous aviez 14 ans, vous étiez prêts à conquérir le monde ; vous étiez à la fois plus bêtes et plus entreprenant·e·s avec vos copains et/ou copines, vous fumiez des clopes en cachette, vous aviez un esprit de contradiction de plus en plus affirmé, vous rêviez d'avenir, vous mordiez la vie à pleines dents...

Eh bien moi, pauvre félin, j'ai déjà une patte dans la tombe... Oubliés, l'escalade des arbres, les sorties nocturnes, le dépiautage des pelotes de laine ! Je ne sais plus bondir, toutes griffes dehors, le poil hérissé, semblant cracher des flammes... Je maigris, mon pelage soyeux et immaculé devient plus rêche et vire au gris-jaune lavasse ; l'arthrose m'empêche de me faufiler comme une anguille dans les recoins inaccessibles, je commence à faire pipi partout ! Il m'arrive même de négliger ma toilette...

Il paraît, en revanche, que je gagne en sagesse. J'en ai vécu, des aventures, tout seul ou avec mon vieux copain hibou Melchior ! J'ai participé au conseil municipal des animaux, j'ai "couvert" pour cette *Lettre* les deux investitures de Donald Trump, j'ai joué aux citations, j'ai chassé des milliers d'oiseaux, j'ai pratiqué l'étymologie, j'ai fait du cinéma, j'ai accompagné Dominique Kaepelin dans la marche du temps, j'ai plaidé pour mes consœurs animales et mes confrères bêtes contre leurs prédateurs humains, j'ai aiguisé avec vous tou·te·s mon esprit critique ; j'ai célébré le printemps, le feu, l'eau, la forêt, la liberté... et je fatigue !

Très fier d'avoir fait preuve d'indépendance, de curiosité, de flair, de réactivité, j'ai toujours aimé regarder le monde d'en haut... C'est pour tout cela que je suis devenu journaliste ! Et jamais je ne me suis laissé acheter par un bout de viande ou une carcasse de poisson, jamais un rédacteur en chef ne s'est pris pour mon maître.

Certes, on m'a donné le prix Albert Catopolis pour mes reportages hétéroclites, mais mon inspiration commence à se tarir, et je crois le temps venu de faire valoir mes droits à la retraite féline. Je ne voudrais pas ronronner plus que de raison !

Vous l'avez compris, ceci est mon dernier article.

لَسَّ لَامٌ عَلَيْكُمْ (que la paix soit sur vous).

Votre dévoué

Zoé

